

*Loi de l'impôt sur le revenu*

emplois sont disparus dans l'industrie de la chaussure. Le gouvernement ne pouvait pas aider les petites entreprises, parce qu'elles étaient trop petites.

Mais le gouvernement «relance» des millions dans d'autres secteurs, sous le prétexte de créer des emplois. On se présente aux élections et l'on dit: Notre gouvernement a créé 230,000 emplois; notre gouvernement va créer 250,000 emplois; notre gouvernement promet 100,000 emplois.

Le ministre des Finances ne connaît pas cela: «créer des emplois». Qu'il vienne au Québec! On a un premier ministre spécialiste là-dedans. Lorsque les choses vont mal, il promet des emplois.

Monsieur le président, on rit des gens, on manipule les citoyens. Je me souviens de la dernière campagne électorale, alors que ma circonscription de Lotbinière était visitée. C'était un grand honneur; une bonne fois, la circonscription de Lotbinière recevait de la visite. Lorsque cette circonscription était représentée par un député libéral, on n'en entendait jamais parler, mais depuis qu'elle est représentée par un crédit- te, la circonscription de Lotbinière est une circonscription extraordinairement visitée, spécialement par les ministres. Cela prouve que nous sommes «sur la carte». Les ministres qui sont venus chez nous se vantaient d'avoir créé des emplois. Eh bien, je dirai que— et que ceux-là qui ont des oreilles entendent, comme on dit dans les Saints Évangiles—n'eut été le dynamisme des industriels locaux, leur imagination, leur goût du risque, le gouvernement fédéral n'aurait pu faire absolument rien du haut de sa tour d'ivoire pour créer des emplois. Il est temps qu'il comprenne que ce n'est pas lui qui crée des emplois, mais les industriels, les hommes d'affaires du Canada qui investissent. Ce sont les hommes d'affaires canadiens qui courent les risques.

Monsieur le président, si cela est vrai, on devrait être logique et sauter à la conclusion que le principal rôle du gouvernement devrait être celui de seconder, d'encourager, de motiver les industriels à continuer leur expansion, leurs investissements, par des dégrèvements d'impôt, par des encouragements fiscaux, par des subventions ou par tout autre moyen. Si l'on veut toujours être logique—ce qui n'est pas la panacée de ce Parlement,—on devra penser que les directeurs des sociétés qui viennent à Ottawa chercher des milliers de dollars pour créer des emplois, pour moderniser et automatiser leurs usines, s'en retournent chez eux, investissent, agrandissent et achètent de la machinerie neuve. Ils automatisent leur entreprise. Ils la modernisent; en la modernisant, en favorisant l'automatisation, ce qui est très normal,—remarquons-le, on vit en 1973, on ne vit plus en 1920—le travailleur se voit remplacé par la machine.

Par conséquent, pour que l'économie tourne vraiment, pour que l'investissement que l'on fait avec l'argent du public—il ne faudrait pas l'oublier—pour créer des emplois, pour agrandir les entreprises, pour les rendre plus concurrentielles, il faudra que le gouvernement se mette dans la tête d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, s'il veut que ceux-ci profitent des subventions du gouvernement.

Monsieur le président, lorsque le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) ou celui des Finances, sous prétexte de créer des emplois, lancent à gauche ou à droite—plus souvent à gauche qu'à droite—des subventions pour créer de l'emploi, en même temps, dans la même rue où l'industrie a été créée, on voit des familles dépendant d'allocations de bien-être social attendre leur pitance publique à genoux devant le fonctionnaire. On voit des familles dépendant de prestations d'as-

surance-chômage attendre deux mois ou deux mois et demi leur premier chèque. On voit des pensionnés attendre leur petit chèque de pension de la vieillesse, parce qu'aujourd'hui, c'est le gouvernement qui décide si l'on a le droit de vivre ou non. Au Québec, par exemple, il faut un permis pour travailler. Le gouvernement, en même temps qu'il investit pour créer des emplois, dit aux travailleurs: «Vous ne pouvez pas travailler là si vous n'avez pas de permis.»

Monsieur le président, ceci démontre toute la stupidité de ce système de fous. Je n'ai nommé personne, mais on me regarde.

Monsieur le président, je dis, comme mes collègues, que le gouvernement doit adopter des mesures en vue d'augmenter le pouvoir d'achat des contribuables qui ont été remplacés par la machine ou qui sont incapables de travailler à cause de leur âge. Ces gens-là, monsieur le président, ont le droit de profiter de la richesse immense de notre pays. Ces gens-là ont le droit d'avoir leur juste part de la production nationale, sans rien enlever aux autres, afin de vivre convenablement.

Il fut un temps où notre chef, l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette), et tous les députés créditistes parlaient du revenu minimum garanti à tous les Canadiens, indépendamment de leur race, de leur langue, de leur religion ou de l'épaisseur de leur portefeuille,—on n'a qu'à faire confiance au ministère du Revenu national pour taxer les plus gros; faisons-lui confiance, il n'est pas mal là-dedans, c'est sa spécialité—et réclamaient l'établissement du revenu annuel garanti. Tous les autres députés—et je demande à mes collègues d'y réfléchir une minute—trouvaient cela drôle. On riait du revenu minimum garanti, prôné par le Crédit social et visant à donner à chaque citoyen canadien sa part de la production nationale, afin de combattre la pauvreté et les inégalités régionales, pour lesquelles on a investi des millions de dollars. Les députés riaient; ils trouvaient cela drôle. Ils disaient que c'était des propositions folichonnes des députés du Crédit social.

Et depuis ce temps-là, les députés ont été obligés de suivre la voie que nous leur avions montrée. C'est peut-être le seul orgueil que nous pouvons nous permettre comme députés créditistes, mais je jure que je suis fier d'être debout aujourd'hui et de le dire à la face de tous mes collègues, parce qu'au moment où nous faisons rire de nous, ces mêmes politiciens qui m'écoutent, se sont vus, sous la force de l'opinion publique, obligés d'ordonner la création d'une Commission royale d'enquête. Les sénateurs se sont réveillés pour créer une commission royale d'enquête sur la pauvreté. Ils ont dépensé des millions de dollars pour découvrir qu'au Canada il y avait encore de la pauvreté, malgré les sommes fantastiques que l'on investissait pour créer des emplois.

Et après tout cela, lors de la dernière campagne électorale, les libéraux chantaient à qui voulait l'entendre, dans l'espoir d'avoir un vote: Nous sommes en faveur d'une certaine forme de revenu annuel garanti. Et les conservateurs progressistes,—parce qu'ils chantent aussi bien que les libéraux, sauf qu'ils chantaient dans les autobus—disaient: Nous aussi, nous favorisons le revenu annuel garanti. Et, finalement, nos amis du Nouveau parti démocratique disaient, eux aussi: Nous réclamons le revenu annuel garanti.

Or, le projet de loi C-192 n'a aucune efficacité, même s'il réduit l'impôt sur le revenu des sociétés, parce qu'il ne s'attaque pas à la source réelle du mal qui est le manque de pouvoir d'achat dans les mains des Canadiens pour ache-